



Pour le progrès social et l'amélioration des droits sociaux Pour la défense des libertés individuelles et collectives

Saint Avertin, le 1^{er} décembre 2020

La convergence de la crise sanitaire, économique, environnementale, sociale, fait que nous faisons face à un péril inédit. Les revendications ne peuvent être confinées devant toutes ces crises !

Encore une fois le gouvernement favorise les grands groupes qui ont maintenu le versement de dividendes à leurs actionnaires, profité des centaines de milliards d'aides débloquées sans contrepartie et multiplié dans le même temps les licenciements... Les entreprises du CAC 40 verseront cette année 34 milliards d'euros aux actionnaires tout en supprimant près de 60 000 postes dont un quart en France !

En France comme dans le reste du monde, l'extrême droite est en embuscade et prospère sur le terreau des crises sociales. Après l'effroyable assassinat de Samuel Paty et les attentats de Nice, des positionnements politiques qui cumulent les amalgames, la stigmatisation des musulman-es et les remises en cause de l'État de droit se multiplient.

Les lois liberticides et autoritaires se succèdent ces dernières semaines à un rythme inquiétant. Les violences policières et racistes perdurent.

La précarité et la pauvreté explosent. 1 millions de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil de pauvreté depuis le début de la pandémie.

Nous appelons l'ensemble des travailleuses et des travailleurs à ne rien laisser passer et à refuser le racisme, l'antisémitisme et les discours de haine qui ne visent qu'à diviser et mettre en opposition le monde du travail, pour le plus grand bénéfice du capital. L'éducation et la culture sont indispensables pour parvenir à l'émancipation et lutter contre l'obscurantisme : il faut changer de politique et les conforter !

Un plan de relance doit être mis à profit pour faire face aux urgences environnementales et aider au virage pour le verdissement et la décarbonation de nos outils de production. Nos propositions reposent notamment sur une politique industrielle respectueuse de la planète et des femmes et des hommes qui travaillent et l'habitent, sur la relocalisation d'activités sur le territoire et la redynamisation des circuits courts.

Nous portons l'idée d'un autre modèle économique, social et solidaire. La liberté, l'autonomie, l'égalité et la démocratie au travail, sont nos préoccupations. La réalité du travail doit nous amener à le repenser avec les travailleur-euses eux/elles-mêmes. Sans cela, le « mal-travail » se poursuivra, le « mal-être » au travail se propagera, tous deux avec leur cortège de conséquences irréversibles.

En conséquence, les organisations appellent à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles et inter générationnelles le Samedi 5 Décembre 2020.

Nous invitons donc les salarié-es du public et du privé à se réunir et à s'inscrire dans la mobilisation pour obtenir la satisfaction de nos revendications.

Nous exigeons des mesures immédiates pour lutter contre ces crises :

- La santé doit primer, car nos vies valent plus que leurs profits ! Ouverture de lits dans les hôpitaux, embauches supplémentaires massives, masques gratuits, ...
- Des moyens immédiats doivent être débloqués pour notre système de santé, du social et du médico-social.
- Défense et amélioration des services publics (éducation, postes, impôts, ...).
- Arrêt de toutes les mesures de restructuration, délocalisations et licenciements.
- Pour rendre les métiers attractifs et changer les conditions d'emploi et de travail des salariés, il faut changer le travail.
- Les aides aux entreprises (dont le chômage partiel) doivent être conditionnées.
- Des mesures immédiates pour empêcher l'explosion de la pauvreté.
- Les salaires doivent être immédiatement augmentés.
- Les libertés doivent être garanties, retrait de la Loi Sécurité Globale.
- La France doit ratifier la convention 190 de l'Organisation Internationale du Travail sur « La violence et le harcèlement dans le monde du travail ».
- Les projets de réformes de l'assurance chômage et des retraites doivent être définitivement enterrés.
- La réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire, pour que tout le monde puisse exercer son droit constitutionnel d'avoir un emploi et de travailler dans des conditions satisfaisantes.
- Un nouveau statut du travail salarié qui devra permettre à chaque salarié, de la sortie du système scolaire à la fin de sa carrière professionnelle, de disposer d'un certain nombre de droits cumulatifs et progressifs, transférable d'une entreprise à l'autre, d'une branche à l'autre, opposable à tout employeur.
- Une sécurité sociale professionnelle qui s'inscrit dans l'exigence de rendre effectif le droit au travail pour toutes et tous.

Samedi 5 décembre 2020

Rassemblement et manifestation à 14h30,

place Jean Jaurès à Tours

Dans le respect des gestes barrières, manifestation déclarée en préfecture